

EXPLORER L'ACCÈS À LA JUSTICE PAR LE BIAIS DU SYSTÈME JUDICIAIRE

Points de vue d'une table ronde

Lisa Moore et Nicole Aylwin
Forum canadien sur la justice civile
2024

Le Forum canadien sur la justice civile (FCJC) est un organisme national sans but lucratif qui se consacre à la réforme de la justice civile et à la recherche et à la défense des intérêts en matière d'accès à la justice. Créé par l'Association du Barreau canadien et affilié à la faculté de droit Osgoode Hall, le FCJC envisage un système de justice accessible, durable et efficace pour tous les Canadiens.



Le soutien financier de ce rapport a été fourni par la Fondation du droit de l'Ontario.



Référence recommandée : Lisa Moore et Nicole Aylwin, *Explorer l'accès à la justice par l'intermédiaire du système judiciaire : Perspectives d'une table ronde* (Toronto : Forum canadien sur la justice civile, 2024)

Remerciements

Le Forum canadien sur la justice civile (FCJC) tient à remercier le professeur Noel Semple, Casey & Moss LLP, les assistants de recherche Travis Dods (FCJC, Osgoode Hall Law School), Kyle Farren (FCJC, Osgoode Hall Law School, Schulich School of Business) et Symrun Patel (Windsor Law), ainsi que tous les intervenants juridiques qui ont participé à la table ronde qui alimente le présent rapport.

TABLE DES MATIÈRES

I. Contexte et aperçu	1
a. Pourquoi faisons-nous cette recherche	3
b. Projet d'accès à la justice par l'entremise du système de tribunaux – Phase I	4
II. Table ronde	6
a. À propos de la table ronde	7
III. Discussions de table ronde	9
IV. Conclusion	16
Annexe I : Tribunaux et commissions au Canada	18

I

CONTEXTE ET VUE D'ENSEMBLE

Au Canada, le système judiciaire représente une solution de rechange aux tribunaux dans des domaines spécialement désignés.¹

Les tribunaux font partie du système de justice administrative et sont conçus pour être des forums de règlement des différends plus accessibles et informels, bien qu'ils aient toujours le pouvoir légal de rendre des décisions exécutoires.² La structure, la compétence et le caractère formel des tribunaux peuvent varier considérablement. À l'échelle provinciale et territoriale, les tribunaux facilitent la résolution de divers types de problèmes juridiques, y compris les problèmes juridiques qui entrent dans la catégorie des « problèmes juridiques courants ».³ Les types de problèmes juridiques quotidiens qui relèvent des tribunaux provinciaux et territoriaux comprennent :

- **les différends en matière d'emploi**, comme ceux tranchés, par exemple, par la Commission des relations de travail de l'Alberta, la Commission du travail du Manitoba, la Commission des relations de travail de Terre-Neuve-et-Labrador et la Commission du travail de la Nouvelle-Écosse ;
- **les différends en matière de logement**, comme ceux tranchés par la Commission de la location immobilière de l'Ontario, le Tribunal administratif du logement du Québec et l'Office of Residential Tenancies de la Saskatchewan ;
- les problèmes liés à la **discrimination** et au harcèlement, comme les affaires tranchées par la Commission des droits de la personne des Territoires du Nord-Ouest, le Tribunal des droits de la personne du Nunavut, la Commission des droits de la personne de l'Île-du-Prince-Édouard et le Comité d'arbitrage des droits de la personne du Yukon ;

- **les problèmes de consommateurs**, comme ceux tranchés par le Tribunal de résolution civile de la Colombie-Britannique (qui statue sur les petites créances jusqu'à 5000 \$) et la Commission de l'énergie et des services publics du Nouveau-Brunswick (qui s'occupe de toutes les questions financières et de consommation qui relevaient auparavant du Tribunal des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick) ;
- les problèmes liés à **l'aide sociale** et à **l'aide aux personnes handicapées**, comme ceux tranchés par le Tribunal de l'aide sociale de l'Ontario.

La liste ci-dessus n'est en aucun cas une liste exhaustive des types de problèmes auxquels les tribunaux de l'ensemble du pays sont confrontés, bien qu'elle identifie certains des types de problèmes juridiques les plus courants au Canada.⁴ Les problèmes juridiques liés à l'emploi, au logement, à l'achat de biens et de services, à l'aide sociale et à l'aide aux personnes handicapées représentent collectivement près du tiers des quelque 36 millions de problèmes juridiques quotidiens distincts rencontrés par des adultes au Canada au cours d'une période donnée de trois ans.⁵ Cette prévalence des problèmes juridiques quotidiens, ainsi que les défis liés aux besoins juridiques non satisfaits et aux obstacles liés à la résolution des problèmes juridiques, définissent la crise de l'accès à la justice civile au Canada. Il est important de noter que, dans le cas des affaires qui relèvent d'un tribunal provincial ou territorial, les expériences des Canadiens avec le système de justice civile sont plus susceptibles d'impliquer le règlement des différends par un tribunal plutôt que par une cour de justice.⁶ C'est pour cette raison, entre autres raisons, que ces organismes d'experts sont un élément nécessaire de la conversation sur l'accès à la justice civile au Canada.

¹Pour une discussion sur le rôle des tribunaux décisionnels dans la promotion de l'accès à la justice, voir Michelle A. Alton, « Rethinking Fairness in Tribunal Adjudication to Best Promote Access to Justice » (2019) 32:3 Can J Admin L & Prac. 151.

²Michelle Alton fait remarquer que « les tribunaux ont généralement pour but... afin d'offrir la possibilité d'un arbitrage plus rapide, moins formel et plus accessible par rapport aux tribunaux ». *Ibid.*, p. 152.

³Les problèmes juridiques quotidiens sont des problèmes juridiques civils qui surviennent souvent dans le cadre d'activités banales et « quotidiennes ». Cela comprend généralement les types de problèmes juridiques suivants : consommation, dette, emploi, problèmes avec les voisins, discrimination, famille, testaments et incapacité, traitement médical, logement, dommages corporels, traitement par politique, aide aux personnes handicapées, menaces de poursuites judiciaires, aide sociale et immigration.

⁴Pour une liste complète des tribunaux et des commissions au Canada, voir l'annexe I. Pour une analyse des problèmes juridiques quotidiens au Canada, voir Trevor Farrow, Ab Currie, Nicole Aylwin, Les Jacobs, David Northrup et Lisa Moore, *Everyday Legal Problems and the Cost of Justice in Canada : Overview Report*, Toronto, Forum canadien sur la justice civile, 2016, en ligne <<https://www.cfcj-fcjc.org/sites/default/files/Everyday%20Legal%20Problems%20and%20the%20Cost%20of%20Justice%20in%20Canada%20-%20Overview%20Report.pdf>>.

⁵Pour obtenir des données sur les expériences en matière de problèmes juridiques par type de problème, voir Lisa Moore, *Les problèmes juridiques quotidiens et le coût de la justice au Canada : données d'enquête sur le coût de la justice*, Toronto, Forum canadien sur la justice civile, 2018, en ligne : FCJC <<https://cfcj-fcjc.org/wp-content/uploads/Everyday-Legal-Problems-and-the-Cost-of-Justice-in-Canada-Cost-of-Justice-Survey-Data.pdf>>

⁶Voir Conseil canadien de la magistrature, « Solutions de rechange au recours aux tribunaux », en ligne : CJC <<https://cjc-ccm.ca/en/resources-centre/understanding-your-judicial-system/alternatives-going-court>>.

A. Pourquoi faisons-nous cette recherche

Il est essentiel de pouvoir accéder à une résolution rapide, efficace et impartiale des problèmes juridiques par l'intermédiaire du système judiciaire.

Qu'il s'agisse des répercussions sur l'emploi, la santé et l'endettement à long terme ou de la capacité des personnes et des familles à rester logées, particulièrement à une époque où bon nombre de ces problèmes sont devenus des problèmes sociaux plus vastes, les parcours judiciaires qui font intervenir le système de justice des tribunaux méritent d'être pris en considération pour leur rôle dans l'avancement ou l'entrave de l'accès à la justice. Le potentiel des tribunaux à atténuer – ou à contribuer – à des problèmes sociaux croissants tels que l'itinérance et la pauvreté les positionne sans doute parmi les organismes publics qui façonnent ce à quoi nos sociétés ressembleront dans un avenir immédiat. Pourtant, le discours et la recherche modernes sur l'accès à la justice au Canada sont souvent axés sur la résolution de problèmes de droit civil par les tribunaux et moins sur le système judiciaire. Quelle est la place des tribunaux décisionnels dans la conversation sur les lacunes en matière d'accès à la justice à l'échelle provinciale et territoriale ? Le niveau d'investissement dans le système de justice des tribunaux est-il proportionnel à leur capacité d'agir en tant qu'arbitres impartiaux, opportuns et accessibles de la justice ? Quels obstacles les personnes en quête de justice rencontrent-elles lorsqu'elles traitent leurs demandes devant un tribunal décisionnel ? Les défis sont-ils similaires d'un tribunal décisionnel à l'autre ? Comment les personnes en quête de justice perçoivent-elles les résultats du système de justice des tribunaux, et comment cela se compare-t-il à la confiance dans les tribunaux ? Y a-t-il des lacunes dans le système de justice des tribunaux qui pourraient raisonnablement être corrigées pour en faire des modèles de justice vraiment efficaces, centrés sur la personne, rapides et équitables ? Comment les tribunaux décisionnels se sont-ils modernisés au cours des dernières années ? Dans quelle mesure les tribunaux ont-ils modifié les processus et les

procédures pour mieux répondre aux besoins des personnes en quête de justice ou pour mieux refléter les conceptions modernes de la justice centrée sur la personne ? Des versions de bon nombre de ces questions ont été ou sont en cours d'exploration dans le contexte de nos tribunaux, et elles devraient l'être. Il est tout aussi important de poser ces questions au système des tribunaux.

Au sein de la communauté juridique, les tribunaux décisionnels au Canada ont généralement la réputation d'être des lieux plus informels et plus accessibles pour la résolution des problèmes juridiques quotidiens que les tribunaux. De plus, la recherche sur l'accès à la justice, le discours public et les médias fournissent de nombreux exemples de critiques pointues ou indirectes des tribunaux sur leur rendement à l'égard de diverses mesures d'accès à la justice. En ce qui concerne les tribunaux à tous les niveaux, on a fait couler beaucoup d'encre sur des questions telles que les retards procéduraux, l'utilisation de technologies et de systèmes désuets, les processus compliqués et les décisions perçues comme injustes. Jusqu'à récemment, les tribunaux décisionnels évitaient généralement les niveaux proportionnels de critiques sévères et souvent qui faisaient les manchettes. Cependant, cela a changé. En Ontario, par exemple, d'importants arriérés dans certains secteurs du système de tribunaux décisionnels de l'Ontario⁷ et des questions relatives à la responsabilisation, à l'indépendance et à la compétence des arbitres nommés⁸ ont mis en évidence une crise croissante de l'accès à la justice

« Qu'il s'agisse des répercussions sur l'emploi, la santé et l'endettement à long terme ou de la capacité des personnes et des familles à rester logées, particulièrement à une époque où bon nombre de ces problèmes sont devenus des problèmes sociaux plus vastes, les parcours judiciaires qui font intervenir le système de justice des tribunaux méritent d'être pris en considération pour leur rôle dans l'avancement ou l'entrave de l'accès à la justice. »

⁷Voir, par exemple, *Commission immobilière régionale de Toronto, Briser l'arriéré : Rétablir l'équité et la justice à la Commission de la location immobilière de l'Ontario*, Toronto, TRREB, novembre 2024, en ligne <https://trreb.ca/hlfiles/pdf/TRREB-Breaking_the_Backlog.pdf>. À titre d'autres exemples, voir Farrah Merali, « Months-long long delays at Ontario tribunal crushing some small landlords under debt from unpaid rent », *CBC News* (27 octobre 2022), en ligne : <<https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/delays-ontario-ltb-crushing-small-landlords-1.6630256>> et Michael Smee, « This GTA condo owner says he is struggle 'to make ends meet' as tenant won't pay \$20K in loyer », *CBC News* (16 février 2023), en ligne : <<https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/this-gta-condo-owner-says-he-s-struggling-to-make-ends-meet-as-tenant-won-t-pay-20k-in-rent-1.6751505>>.

⁸Voir par exemple, Martin Regg Cohn, « Doug Ford a nommé des loyalistes du parti non qualifiés pour occuper des postes clés du tribunal. Maintenant, les Ontariens paient le prix alors que les listes d'attente s'allongent », *Toronto Star* (14 décembre 2022), en ligne : <<https://www.thestar.com/politics/political-opinion/2022/12/14/doug-ford-appointed-unqualified-party-loyalists-to-fill-key-tribunal-spots-now-ontarians-are-paying-the-price-as-wait-lists-swell.html>>.

dans le système de tribunaux décisionnels de la province.

Comme c'est le cas pour de nombreux défis importants dans notre système de justice, les personnes les plus touchées par les obstacles au règlement équitable et rapide des différends par l'intermédiaire des tribunaux décisionnels sont souvent des personnes à faible revenu, vulnérables et marginalisées. Au cœur de cette discussion sur les tribunaux décisionnels se trouvent les compréhensions actuelles de l'accès véritable à la justice civile et les besoins des plaideurs d'aujourd'hui.⁹

La diversité des tribunaux d'une province à l'autre et leurs mandats particuliers font de l'évaluation de l'ensemble du système de justice des tribunaux – ou même des tribunaux décisionnels exclusivement – une entreprise importante, probablement pluriannuelle, qui dépasse (actuellement) la portée de la recherche entreprise par le Forum canadien sur la justice (FCJC).¹⁰ Au lieu de cela, le FCJC commence à entreprendre des recherches qui visent à se concentrer davantage sur certains tribunaux décisionnels, en vue de comprendre leur harmonisation avec les conceptions actuelles de l'accès effectif à la justice.¹¹

Ce rapport est produit dans le cadre du projet « Accès à la justice par le système judiciaire » du FCJC, qui vise à comprendre les obstacles à la résolution des problèmes juridiques par le système judiciaire, les avantages des tribunaux par rapport à d'autres forums de règlement des différends et l'alignement des tribunaux sur les conceptions de l'accès à la justice centré sur la personne.¹²

B. Projet d'accès à la justice par l'entremise du système judiciaire – Phase I

La première phase de la recherche en personne dans le cadre du projet d'accès à la justice par l'intermédiaire du système judiciaire du FCJC porte sur les tribunaux de l'Ontario. Ce rapport présente les résultats de la première séance de collecte d'information visant à en apprendre davantage sur les réalités actuelles et les recommandations relatives à la résolution des problèmes juridiques par le biais du système judiciaire de l'Ontario en particulier.

« Au lieu de cela, le FCJC commence à entreprendre des recherches qui visent à se concentrer davantage sur certains tribunaux décisionnels, en vue de comprendre leur harmonisation avec les conceptions actuelles de l'accès effectif à la justice. »

Selon Tribunaux décisionnels Ontario, un groupe regroupant 13 tribunaux de la province, certains tribunaux fixent la date de plus de 105 000 audiences et règlent plus de 100 000 cas en un an.¹³ Il s'agit notamment des différends entre propriétaires et locataires (tranchés par la Commission de la location immobilière), des différends concernant l'admissibilité et l'accès à l'aide sociale (tranchés par le Tribunal de l'aide sociale), des allégations de harcèlement ou de discrimination (tranchées par le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario) et d'autres types d'affaires juridiques (traitées par la Commission de révision de l'évaluation foncière, la Commission de révision des soins aux animaux, Commission de révision des services à l'enfance et à la famille, Commission de révision des placements sous garde, Commission de la sécurité-incendie, Tribunal d'appel en matière de permis – Service d'indemnités d'accident automobile, Tribunal d'appel en matière de permis – Services généraux, Commission civile de l'Ontario sur la police, Commission ontarienne des libérations conditionnelles et Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario. Au cours des dernières années, et probablement en raison, du moins en partie, de la pandémie de COVID-19, certains tribunaux décisionnels relevant de Tribunaux décisionnels Ontario ont entrepris une série d'initiatives de modernisation qui ont permis de faire passer certains services à un accès en ligne ou à distance. En plus des changements apportés aux audiences en personne et à d'autres procédures en personne, d'importants arriérés, des questions sur les nominations des arbitres et d'autres problèmes ont soulevé des questions et

⁹Dans le contexte de la recherche proposée, l'accès à la justice se préoccupe généralement de « déterminer si les « utilisateurs » d'un système de justice sont en mesure de participer au système de manière significative et, en particulier, si leur participation est entravée en raison de la complexité, de la durée ou du coût de la décision ». Voir Michelle A. Alton, « Repenser l'équité dans l'arbitrage des tribunaux pour mieux promouvoir l'accès à la justice ». *Précité* à la note 1.

¹⁰L'annexe I contient de l'information sur les tribunaux qui exercent leurs activités aux niveaux provincial, territorial et fédéral au Canada.

¹¹Voir FCJC « Accès à la justice par l'intermédiaire du système judiciaire », en ligne : <<https://fcj-fcj.org/our-projects/access-to-justice-through-the-tribunal-system/>>.

¹²Pour obtenir de plus amples renseignements sur le projet « Accès à la justice par le système des tribunaux » du FCJC, voir « Accès à la justice par le système des tribunaux ». *Ibidem*.

¹³Tribunaux décisionnels Ontario, « Commission de la location immobilière : Processus de requête et d'audience » (information consultée en septembre 2024), en ligne : <<https://tribunalsontario.ca/lrb/application-and-hearing-process/>>.

suscité des commentaires¹⁴ sur la mesure dans laquelle les personnes en quête de justice sont maintenant confrontées à des défis en matière d'accès à la justice par l'intermédiaire du système judiciaire.

L'accès à la justice est un thème central de ce rapport.

Estimant que l'accès à la justice englobe de façon générale la capacité de résoudre des problèmes juridiques d'une manière perçue par les aspirants à la justice comme étant accessible, efficace, efficiente et équitable, le présent rapport cherche à explorer les changements et les défis survenus au cours des dernières années dans l'administration de la justice par les tribunaux de l'Ontario. Le présent rapport s'appuie sur une table ronde de collecte d'information à laquelle ont participé des juges, des professeurs, des avocats, des arbitres de tribunaux, des parajuristes et d'autres personnes ayant une connaissance ou une expérience approfondie des tribunaux en général et du système judiciaire de l'Ontario en particulier. Ces intervenants ont donné un aperçu de certains des points de pression auxquels sont confrontés les aspirants à la justice et ceux qui rendent la justice dans le système judiciaire, tout en réfléchissant à la façon dont ces points de pression peuvent être soulagés.

Le FCJC reconnaît l'importance de la rétroaction des utilisateurs du système des tribunaux. Dans les étapes ultérieures de cette recherche, nous visons à établir des liens avec des chercheurs de justice qui ont résolu un ou plusieurs différends par le biais du système judiciaire afin d'en savoir plus sur leur expérience, leurs perceptions de l'expérience et la façon dont ils imaginent que la résolution des différends par le biais du système judiciaire pourrait être améliorée.

La portée du présent rapport se limite aux discussions qui ont eu lieu lors de la table ronde. Nous reconnaissons que l'accès à la justice civile est une question complexe, et le système judiciaire prend au sérieux les décisions qu'il rend en matière de justice quotidienne. Le présent rapport ne vise pas à critiquer les tribunaux dans leur ensemble ou un tribunal en particulier. La table ronde qui sous-tend le présent rapport a plutôt été inspirée par l'objectif d'avoir des conversations ouvertes et honnêtes avec des experts sur les obstacles et les frustrations croissants liés à l'accès à la justice civile au

Canada, tels qu'ils sont de plus en plus identifiés dans les publications universitaires, professionnelles, d'information et de recherche, et dans le discours public.¹⁵

« Le présent rapport s'appuie sur une table ronde de collecte d'information à laquelle ont participé des juges, des professeurs, des avocats, des arbitres de tribunaux, des parajuristes et d'autres personnes ayant une connaissance ou une expérience approfondie des tribunaux en général et du système judiciaire de l'Ontario en particulier. »

« Dans les étapes ultérieures de cette recherche, nous visons à établir des liens avec des chercheurs de justice qui ont résolu un ou plusieurs différends par le biais du système judiciaire afin d'en savoir plus sur leur expérience, leurs perceptions de l'expérience et la façon dont ils imaginent que la résolution des différends par le biais du système judiciaire pourrait être améliorée. »

¹⁴ Voir, par exemple, Surveillance des tribunaux de l'Ontario, « Justice déni : La crise de l'accès à la justice à Tribunaux décisionnels Ontario », Ontario : Surveillance des tribunaux de l'Ontario, 14 décembre 2022, en ligne : <<https://tribunalwatch.ca/wp-content/uploads/2022/12/Dec-14-2022-Statement-PDF.pdf>>.

¹⁵ Au moment de la rédaction de ce rapport aux fins de publication, le World Justice Project a publié son indice annuel de la primauté du droit qui montre que, parmi les 8 facteurs utilisés pour évaluer les scores par pays, le Canada a reçu son score le plus bas pour la justice civile : 0,68 sur un score possible de 1,0. Le Canada a obtenu la deuxième note la plus basse pour le système de justice pénale : 0,74 sur 1,0. Le score du Canada en matière de justice civile dans l'Indice de la primauté du droit de 2024 représente son score le plus bas sur cette mesure en près de 10 ans de rapports de projets World Justice. L'accès, l'abordabilité et les délais déraisonnables sont les principaux facteurs à l'origine de la faible note du Canada en matière de justice civile. World Justice Project, Rule of Law Index 2024 (Washington D.C. : World Justice Project, 2024), en ligne : WJP <<https://worldjusticeproject.org/rule-of-law-index/downloads/WJPIndex2024.pdf>>.

II

TABLE RONDE

A. À propos de la table ronde

Le 3 mai 2024, le FCJC, en collaboration avec le professeur Noël Semple (Université de Windsor, Faculté de droit¹⁶), a organisé une table ronde sur le thème : « L'accès à la justice par le biais du système judiciaire ».

Lisa Moore (directrice du FCJC) et Nicole Aylwin (ancienne directrice du FCJC et actuelle chercheuse principale du FCJC) étaient responsables de l'organisation de l'événement, ainsi que le professeur de droit Noël Semple. Travis Dods et Kyle Farren, assistants de recherche du FCJC et étudiants à la faculté de droit Osgoode Hall, ainsi que Symrun Patel, étudiant à la faculté de droit de l'Université de Windsor, ont participé à la prise de notes et à d'autres aspects de l'événement. La table ronde a été organisée sous la forme d'un événement d'une demi-journée dans les cabinets d'avocats de Casey & Moss LLP au centre-ville de Toronto. L'événement s'est limité à la participation en personne, bien qu'un changement de dernière minute ait fait en sorte qu'une personne y a assisté virtuellement. Des invitations ont été lancées aux membres de la communauté juridique connus de l'équipe organisatrice qui ont une connaissance ou une expérience approfondie du système judiciaire de l'Ontario. Bien que la participation ait été limitée aux membres de la communauté juridique et de la justice administrative, l'équipe organisatrice a cherché à assurer la diversité des points de vue en invitant des membres de la communauté juridique ayant des titres professionnels différents, des années d'expérience variées et représentant différentes parties du système judiciaire. Au total, dix experts juridiques ont accepté notre invitation à participer à la table ronde.

Dans l'intérêt d'un dialogue ouvert et honnête, les participants ont été informés à l'avance que leur nom, leur titre de poste ou d'autres détails permettant de les identifier ne seraient pas divulgués dans le cadre d'une publication sur la table ronde. Les participants ont été encouragés à partager leurs opinions, même si elles étaient impopulaires. De plus, bien qu'il y ait eu des preneurs de notes lors de la table ronde, les discussions n'ont pas été enregistrées et les noms

n'ont pas été inclus dans les notes. Les participants ont été informés que des citations directes pourraient être incluses dans des publications sur la table ronde, mais qu'elles ne seraient pas attribuées au participant ou incluses dans une publication si elles pouvaient raisonnablement être attribuées à une personne en particulier.

Questions de discussion

Avant l'événement, les participants ont reçu plusieurs questions de discussion qui leur ont donné une idée générale des thèmes qui pourraient animer les discussions. Ces questions étaient les suivantes :

1. Les tribunaux décisionnels provinciaux et territoriaux, dans leur forme actuelle, sont-ils en mesure d'assurer l'accès à la justice ? (L'accès à la justice s'entend d'un règlement des différends efficace, rapide, impartial, accessible et centré sur la personne.)
2. À votre avis, qu'est-ce que le public se trompe (couramment) à propos des tribunaux ?
3. À votre avis, qu'est-ce que les gouvernements se trompent à propos des tribunaux ou de la façon dont ils administrent la justice ?
4. Si les tribunaux ne parviennent pas à assurer un accès à la justice centré sur les personnes, où se trouvent les lacunes/principaux points de pression ?
5. Qu'est-ce qui aiderait les tribunaux à mieux fonctionner ou à être plus efficaces ? (Par exemple, une augmentation du financement, plus de personnel, une meilleure technologie, des nominations impartiales, des procédures mises à jour, un plus grand nombre de plaideurs représentés, etc.)
6. Quels sont les changements les plus importants (bons ou mauvais) qui ont eu lieu dans l'administration de la justice par l'intermédiaire du système des tribunaux au cours des 10 à 20 dernières années ? Quel est l'impact de ces changements ?
7. Comment la technologie a-t-elle changé la façon dont les tribunaux fonctionnent, le cas échéant ?
8. Selon vous, quel devrait ou pourrait être l'avenir des tribunaux provinciaux et territoriaux ?

¹⁶ Noël Semple est professeur agrégé à la Faculté de droit de l'Université de Windsor. Il a écrit de nombreux articles sur les tribunaux et l'accès à la justice, notamment des publications récentes dans la Revue du Barreau canadien et la Revue canadienne de droit et de pratique administratifs. Noël a collaboré avec le FCJC sur diverses initiatives, dont le projet pluriannuel « Coût de la justice » du FCJC (2011-2018). Pour les publications récentes de Noël Semple sur les tribunaux, voir Noël Semple : « Tribunaux », en ligne : <<http://www.noelsemple.ca/category/tribunals/>>.

Les questions ont également été incluses dans le programme de la table ronde et mises à la disposition des participants en version papier. Il est important de noter que, compte tenu de l'étendue des connaissances et de l'expérience des participants aux tables rondes, les discussions ont été organisées de manière informelle afin de donner aux participants l'occasion d'apporter des réponses et des idées au-delà de celles découlant des questions de discussion. Les discussions ont été modérées par Nicole Aylwin et Noel Semple.

Les participants ont été organisés en groupes de discussion en fonction de leurs domaines d'intérêt exprimés. Quatre participants ont été affectés au premier groupe de discussion et trois participants aux deux autres groupes. Après de brèves allocutions de bienvenue et des observations liminaires, le premier des trois groupes de discussion a été introduit. Chaque discussion devait durer environ 45 minutes, suivies d'une pause de 15 minutes. Au début de chaque discussion, chaque participant disposait de sept minutes pour répondre à une ou plusieurs des questions fournies à l'avance ou pour parler plus généralement du système judiciaire. Des détails sur ces discussions sont fournis dans la partie III ci-dessous. À la fin de la table ronde, les participants ont exprimé leur intérêt à rester en contact avec le projet de recherche sur l'accès à la justice du FCJC par le biais du projet de recherche sur le système de tribunaux, et d'autres initiatives axées sur l'avancement du système de tribunaux en général.

III

DISCUSSIONS DE TABLE RONDE

Nous avons organisé notre rapport sur les tables rondes autour de plusieurs « points de pression » clés qui ont été identifiés par les participants.

Nous incluons également les recommandations possibles formulées par les participants, tout en notant que dans plusieurs cas, les recommandations ne sont pas formulées comme des étapes nécessaires pour résoudre un problème. D'après la discussion, la recommandation peut plutôt refléter une reconnaissance du fait qu'une question est problématique et qu'il est nécessaire que les tribunaux travaillent d'une manière ou d'une autre, dans un domaine particulier, pour régler la question énoncée.

POINT DE PRESSION

RARETÉ DES DONNÉES

Les participants à la table ronde semblaient convenir qu'il y a une lacune notable dans la quantité de données disponibles pour comprendre le fonctionnement des tribunaux et améliorer l'accès à la justice.

Bien que davantage de données soient actuellement recueillies, celles-ci sont encore limitées. Le manque de données complètes et détaillées demeure un obstacle important. Cela peut entraver les efforts visant à évaluer l'efficacité du système de tribunaux, à comprendre les besoins des utilisateurs et à apporter des améliorations.

Une autre question connexe qui a été soulevée est l'absence d'un ensemble commun de normes pour la collecte et la mesure des données entre les tribunaux. Chaque tribunal peut recueillir des données en fonction de ses propres priorités et pratiques, ce qui donne lieu à des ensembles de données incohérents ou incomplets. Il est donc difficile de comparer le rendement ou les résultats entre les tribunaux, ou de regrouper les données à l'échelle nationale ou régionale pour cerner les tendances ou les problèmes systémiques. Par exemple, un tribunal peut se concentrer sur le temps nécessaire pour résoudre les cas, tandis qu'un autre peut suivre la satisfaction des participants. En l'absence de mesures standard, il devient difficile de mesurer les améliorations ou les disparités dans l'ensemble du système.

Recommandation

L'une des principales solutions pourrait être la création de données normalisées dans l'ensemble des tribunaux. Ces normes permettraient de s'assurer que tous les tribunaux recueillent et communiquent des données de manière à ce qu'il soit possible d'établir des comparaisons et d'obtenir des renseignements plus pertinents. Cependant, la collecte et l'analyse des données ne doivent pas se faire de manière isolée. La participation des intervenants, y compris les professionnels du droit, les organismes communautaires et les utilisateurs des tribunaux, pourrait permettre de s'assurer que les données recueillies sont à la fois complètes et pertinentes. Les commentaires des intervenants peuvent aider à façonner le type de données recueillies, en veillant à ce qu'elles reflètent les expériences et les défis auxquels font face les utilisateurs des tribunaux.

De plus, une transparence accrue en rendant plus de données accessibles au public permettrait également une plus grande responsabilisation. L'accès public aux données pourrait aider les groupes de défense des droits, les chercheurs et le grand public à identifier les domaines de préoccupation et à faire pression pour des réformes si nécessaire.

POINT DE PRESSION

COMPLEXITÉ CROISSANTE

L'un des obstacles les plus importants pour les parties non représentées est la complexité croissante du processus judiciaire. Bien que les tribunaux soient conçus pour être plus accessibles que les tribunaux traditionnels, le processus peut être difficile à naviguer pour une personne sans formation juridique. On s'attend généralement à ce que chaque partie gère son affaire de manière indépendante, avec peu ou pas de soutien de la part du tribunal lui-même. Cependant, les parties qui se représentent elles-mêmes n'ont souvent pas les connaissances et les ressources nécessaires pour se préparer adéquatement à une audience.

Recommandation

Les participants ont généralement convenu que les tribunaux devraient continuer non seulement d'examiner les besoins des parties non représentées, mais aussi d'en prioriser, et continuer d'explorer des stratégies telles que la simplification des formulaires et des processus, la gestion proactive des cas, l'arbitrage actif, l'adoption de ressources en langage clair et la rédaction de décisions en langage clair. L'arbitrage actif a également été cité comme un moyen de régler ce problème (et nous en discuterons plus en détail dans le présent rapport).

POINT DE PRESSION

ARRIÉRÉS

Il y a des problèmes d'arriéré persistants dans de nombreux tribunaux. Non seulement ces arriérés minent la légitimité du processus, mais ils minent également la confiance du public dans l'ensemble du système judiciaire. Les arriérés peuvent également avoir un impact significatif sur la vie des personnes en quête de justice – une résolution considérablement retardée, par exemple, peut avoir une incidence sur les paiements de prestations, sur la façon dont une personne reçoit certains traitements de rétablissement, ou peut laisser une personne dans l'incertitude en ce qui concerne son logement. Dans certains cas, les participants étaient d'avis que ces arriérés pourraient également mener à la priorisation de la rapidité au détriment de l'équité, ce qui nuirait à long terme à la crédibilité du système et à l'expérience des personnes qu'il est censé servir. À titre d'exemple, un participant a souligné le recours croissant aux décisions sommaires, ce qui, après avoir attendu des années avant d'être entendu, ne donne pas l'impression d'avoir participé à un processus légitime.

Recommandation

Les tribunaux devraient continuer de veiller à ce que la proportionnalité soit au cœur de leurs processus de gestion des cas. Cela signifie que les tribunaux devraient consacrer du temps, des ressources et de l'attention aux cas en fonction de leur complexité, tout en évitant une approche « universelle ». Les cas complexes et les cas plus simples doivent être dûment pris en considération, mais l'approche adoptée pour chacun d'eux doit être proportionnelle aux besoins de l'affaire en question. De plus, tous les participants ont convenu qu'il doit y avoir une volonté politique de fournir les ressources dont les tribunaux ont tant besoin. De plus, il est primordial de veiller à ce que les tribunaux disposent d'un personnel adéquat et compétent.

POINT DE PRESSION

UN MANQUE DE COMPRÉHENSION DES TRIBUNAUX PAR RAPPORT AUX COURS DE JUSTICE

Les participants ont fait remarquer que le public ne connaît pas grand-chose aux tribunaux. Le public ne comprend pas bien ce que sont les tribunaux, pourquoi ils sont importants et comment ils fonctionnent. Sans cette sensibilisation, les gens peuvent ne pas savoir quand et comment utiliser le système des tribunaux. De plus, étant donné qu'il existe de nombreux types d'organismes et de tribunaux administratifs (p. ex. fédéraux, provinciaux et territoriaux, administratifs, réglementaires, conseils, commissions, etc.),¹⁷ il peut même y avoir de la confusion parmi les avocats eux-mêmes quant au rôle et à la fonction du système de tribunaux dans l'administration de la justice. L'incapacité à comprendre la différence entre les différents tribunaux est un problème fondamental. Un participant a fait remarquer qu'on pourrait faire valoir qu'il y a un « problème d'image de marque » en matière de droit administratif, même si les Ontariens sont plus susceptibles d'interagir avec les tribunaux que les tribunaux civils et criminels. Certains tribunaux reçoivent plus de 80 000 requêtes par an ; cela représente un nombre important d'Ontariens et d'Ontariennes. Mais, pour une grande partie du public et même pour la profession juridique, à moins d'avoir un problème juridique qui se retrouve devant un tribunal, le système judiciaire peut être en grande partie « invisible ». Il a également été noté que pour les étudiants, le droit administratif n'est pas une priorité dans les facultés de droit, bien qu'il soit au cœur des principes démocratiques, de la participation et de l'accès à la justice.

Recommandation

Des efforts supplémentaires pourraient être déployés pour sensibiliser le public aux tribunaux et à leurs fonctions. Il a été noté que des campagnes comme celles entreprises par le secteur de l'éducation juridique publique, qui aident les personnes en quête de justice à se renseigner sur les tribunaux et leurs droits, pourraient également être bénéfiques pour les tribunaux et leurs utilisateurs. De plus, il est impératif de s'assurer que les étudiants en droit ont une compréhension de base du droit administratif et de l'importance des tribunaux pour l'accès à la justice.

¹⁷ Voir l'annexe I.

POINT DE PRESSION

UTILISATION DE LA TECHNOLOGIE DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Bien que la technologie puisse améliorer l'accès à la justice dans les tribunaux, elle ne peut pas résoudre tous les problèmes d'accès à la justice, surtout si l'on considère que certaines personnes n'ont pas les compétences ou les ressources nécessaires pour s'engager pleinement dans les procédures en ligne – et même si elles peuvent participer et participer par le biais de la technologie, cela peut conduire à un processus déséquilibré. Par exemple, les locataires assistent souvent aux audiences par téléphone, tandis que les propriétaires se joignent aux audiences par appel vidéo, ce qui peut créer un processus déséquilibré et inéquitable. Il a également été noté que les processus entièrement en ligne ou à distance peuvent avoir l'effet involontaire de limiter la capacité des parties non représentées à observer les cas d'autres parties, ce qui a, dans le passé, aidé les parties non représentées à mieux comprendre le déroulement du processus. Il s'agit d'une expérience qui ne serait pas possible, par exemple, en participant par téléphone.

Recommandation

La technologie peut être un outil utile pour assurer l'accès à la justice, mais elle doit être mise en œuvre de manière réfléchie et en tenant compte de l'expérience de l'utilisateur. La technologie doit être adoptée et intégrée de manière à ce qu'elle profite également à toutes les parties et ne crée pas de déséquilibre de pouvoir entre les parties.

POINT DE PRESSION

LES GENS ONT BESOIN DE SE SENTIR ENTENDUS

L'accès à la justice dans le système judiciaire ne consiste pas seulement à résoudre les différends ; Il s'agit de s'assurer que les individus ont le sentiment que leurs histoires ont été véritablement entendues et comprises. De nombreux candidats, en particulier ceux qui font face à des circonstances personnelles difficiles, se sentent responsabilisés lorsqu'ils ont l'occasion de raconter leur histoire et d'être écoutés. Lorsque les tribunaux sont trop formels ou dédaigneux, on peut avoir l'impression que le processus est « contre eux », surtout lorsque leurs expériences ne sont pas pleinement reconnues ou prises en compte.

Recommandation

Les tribunaux peuvent recourir à l'arbitrage actif pour s'assurer que les parties sont entendues et se sentent entendues. Lorsque les adjudicateurs actifs dialoguent avec les parties, posent des questions de clarification et s'assurent que tous les détails pertinents sont entendus, qu'une partie soit représentée ou non par un avocat, cela favorise un environnement où les obstacles à l'autoreprésentation sont réduits et où les personnes peuvent participer de manière significative au processus, ce qui contribue à leur sentiment d'être traitées équitablement et avec respect.

POINT DE PRESSION

ARBITRAGE ACTIF

À la suite de la recommandation précédente, les participants étaient fermement convaincus que l'adoption d'une approche décisionnelle active dans le système des tribunaux contribuerait à améliorer l'accès à la justice.¹⁸ Cette approche intègre des éléments du système inquisitoire, où les arbitres jouent un rôle plus actif dans la collecte d'information, mais elle se distingue par le fait qu'elle n'élimine pas les aspects accusatoires. Il a été reconnu que de nombreux tribunaux ont adopté une telle approche, mais que les arbitres devaient recevoir une formation continue sur l'arbitrage actif et obtenir du soutien pour s'adapter à cette nouvelle approche. Il a également été souligné que les tribunaux appuient une telle approche (ici, les participants ont cité *l'exemple de l'arrêt Baker c. Canada* (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration), [1999] 2 R.C.S. 817).

Recommandation

Voici quelques exemples précis de techniques d'arbitrage actif dont ont discuté les participants : l'interrogatoire des témoins par l'adjudicateur, qui permet de s'assurer que le tribunal comprend bien les questions clés et contribue à assurer l'équité, surtout dans les cas complexes, et l'utilisation d'accompagnateurs pour aider les deux parties à naviguer dans le processus du tribunal. Ces navigateurs pourraient fournir des conseils sans remplacer le rôle des avocats.

¹⁸ Dans le cadre de l'arbitrage actif, l'arbitre joue un rôle plus actif dans la gestion de l'arbitrage du différend. Voir Conseil des tribunaux administratifs canadiens, « Active Adjudication Repository », en ligne : <<https://www.ccat-ctac.org/active-adjudication-repository/>>. Selon un rapport produit pour la Society of Ontario Adjudicators and Regulators (SOAR), l'arbitrage actif améliore l'accès à la justice en adaptant le processus d'arbitrage aux participants. Cela peut conduire à une meilleure compréhension des problèmes et des conflits sous-jacents, améliorant ainsi la compréhension des preuves et de la signification du litige. Parmi les autres avantages, mentionnons des processus d'audience plus courts et une facilitation de la rédaction des décisions. Voir Brian Cook, « Active Adjudication : Improving Access to Justice » (Ontario : SOAR, novembre 2015), en ligne : SOAR <<https://soar.on.ca/system/files/documents/cook-presentation-session2-ontario.pdf>>.

POINT DE PRESSION

LA NÉCESSITÉ DE MODIFICATIONS LÉGISLATIVES

Compte tenu de l'accent mis sur les tribunaux de l'Ontario, les participants ont discuté d'un projet de loi d'initiative parlementaire déposé en 2024 à l'Assemblée législative de l'Ontario par le député provincial Ted Hsu.¹⁹ Il s'agissait du projet de loi 179, la « Loi de 2024 visant à réduire les arriérés et les tribunaux moins partisans ». ²⁰ Le projet de loi visait à remédier aux retards dans les tribunaux de l'Ontario en créant un conseil indépendant chargé de surveiller les politiques de nomination, de fonctionnement et de cessation d'emploi des tribunaux de l'Ontario, et qui aurait des pouvoirs proactifs d'approbation, de rapport et d'enquête.

Recommandation

Bien que le projet de loi ait été rejeté, les participants ont estimé qu'il était clair que les problèmes sous-jacents qu'il visait à résoudre demeurent pressants. On a discuté du fait qu'à l'avenir, il est essentiel de défendre les intérêts à l'échelle locale pour démontrer l'importance de ce type de réformes législatives. En continuant de faire pression pour ces réformes, les intervenants peuvent souligner la nécessité d'innover et d'être efficaces dans le système judiciaire, en veillant à ce que les voix des personnes touchées soient entendues et prises en compte. En fin de compte, même si le projet de loi lui-même n'a peut-être pas été adopté, la conversation qu'il a suscitée peut continuer d'influencer l'orientation de la réforme des tribunaux en Ontario.

¹⁹ Pour en savoir plus sur le projet de loi 179, voir Aidan Macnab, « Le projet de loi du député libéral vise à « dépolitiser » et à éliminer l'arriéré du système judiciaire de l'Ontario » (15 avril 2024), en ligne : <<https://www.lawtimesnews.com/news/general/liberal-mpps-bill-aims-to-depoliticize-and-clear-backlog-from-ontarios-tribunal-system/385458>>.

²⁰ Peu de temps avant la publication du présent rapport, un autre projet de loi d'initiative parlementaire visant à éliminer les arriérés dans le système judiciaire a été déposé à l'Assemblée législative de l'Ontario. La députée provinciale Kristyn Wong-Tam a déposé le projet de loi 226, *Loi de 2024* sur la réduction des arriérés de Tribunaux décisionnels Ontario, en novembre 2024. Le projet de loi 226 propose d'« apporter des modifications au processus de nomination des membres des tribunaux décisionnels, de constituer un comité chargé de formuler des recommandations au procureur général sur les questions relatives aux tribunaux décisionnels et de prévoir la création de comités temporaires chargés de statuer sur les affaires portées devant le Tribunal des droits de la personne et la Commission de la location immobilière ». B-226, Loi sur la correction de l'arriéré de Tribunaux décisionnels Ontario, 1re sess., 43e lég., Ontario, 2024.

IV

CONCLUSION

Dans le but d'offrir un véritable accès à la justice, le système actuel des tribunaux recèle un immense potentiel.

En théorie, les tribunaux sont particulièrement bien placés pour offrir des solutions novatrices, accessibles et efficaces, mais en pratique, comme nous l'avons souvent souligné lors de nos tables rondes, leur vaste potentiel demeure largement inexploité. Bien qu'ils disposent des outils nécessaires pour affirmer leur indépendance, les tribunaux ont souvent eu recours aux processus traditionnels et rigides que l'on observe généralement dans les tribunaux civils. Cette réticence (ou, dans certains cas, cette capacité limitée en raison de ressources et d'autres contraintes) à faire preuve de créativité étouffe leur capacité à s'adapter et à transformer véritablement l'expérience de la justice pour les individus. Cela dit, comme les participants l'ont rapidement souligné, les choses changent et il y a des tribunaux qui expérimentent et suivent les résultats de ces expériences, dans le but d'améliorer l'expérience des demandeurs de justice. C'est simplement que les progrès peuvent être lents et semblent souvent lents, compte tenu de l'ampleur de la crise de l'accès à la justice.

Tout au long des discussions, les participants ont souvent noté que ce dont nous avons désespérément besoin, c'est d'un changement d'état d'esprit, d'un pas audacieux et décisif vers l'adoption de la flexibilité, de la créativité et d'une véritable innovation. Les tribunaux devraient reconnaître l'incroyable occasion qu'ils ont de se libérer des contraintes conventionnelles du modèle traditionnel de justice civile. Ce faisant, ils peuvent créer un système plus dynamique, mieux adapté et plus accessible qui reflète véritablement les divers besoins du public. De petits changements peu coûteux, comme la simplification de la communication, la promotion de dialogues plus collaboratifs et la priorité accordée à l'équité plutôt qu'à la formalité, pourraient améliorer considérablement l'efficacité et l'efficacités des processus des tribunaux.

En fin de compte, les participants ont convenu que les tribunaux peuvent effectivement tenir leur promesse d'accès à la justice en exploitant leur capacité d'innover de manière à rendre les processus administratifs plus humains et adaptables, tout en préservant leur intégrité et en demeurant équitables.

« ...que ce dont nous avons désespérément besoin, c'est d'un changement d'état d'esprit, d'un pas audacieux et décisif vers l'adoption de la flexibilité, de la créativité et d'une véritable innovation. »

ANNEXE I:

TRIBUNAUX ET CONSEILS AU CANADA

Nom du tribunal (fédéral/provincial/territorial)	URL
Fédéral	
Commission de révision agricole du Canada	https://cart-crac.gc.ca/index-en.html
Conseil canadien des relations industrielles	https://cirb-ccri.gc.ca/en
Conseil canadien des normes de la radiotélévision	https://www.cb-sc.ca/
Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels	https://ccperb-cceebc.gc.ca/en/index-en.html
Tribunal canadien des droits de la personne	https://www.chrt-tcdp.gc.ca/en
Tribunal canadien du commerce extérieur	https://citt-tcce.gc.ca/en
Commission du droit d'auteur du Canada	https://cb-cda.gc.ca/
Tribunal de la concurrence	https://www.ct-tc.gc.ca/
Tribunal de la protection de l'environnement du Canada	https://eptc-tpec.gc.ca/en/index.html
Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral	https://pslreb-crtefp.gc.ca/en/
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	https://www.irb-cisr.gc.ca/en/Pages/index.aspx
Commissaire à l'information du Canada	https://www.oic-ci.gc.ca/en
Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières	https://www.iroc.ca/
Organisme canadien de réglementation des investissements	https://www.ciro.ca/
Association canadienne des courtiers de fonds mutuels	https://mfda.ca/
Tribunal de santé et sécurité au travail Canada	https://www.canada.ca/en/occupational-health-and-safety-tribunal-canada.html
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	https://www.priv.gc.ca/en/
Commission d'appel des brevets	https://ised-isde.canada.ca/site/canadian-intellectual-property-office/en/patent-appeal-board
Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	https://www.psdpt-tpfd.gc.ca/home-en.html
Tribunal de la sécurité sociale du Canada	https://sst-tss.gc.ca/en
Tribunal des revendications particulières Canada	https://www.sct-trp.ca/
Commission des oppositions des marques de commerce	https://ised-isde.canada.ca/site/canadian-intellectual-property-office/en/trademarks-opposition-board
Tribunal d'appel des transports du Canada	https://www.tatc.gc.ca/en/home.html
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	https://vrab-tacra.gc.ca/en

Provincial	
Alberta	
Appels relatifs aux normes d'emploi de l'Alberta	https://www.alberta.ca/file-employment-standards-appeal
Commission des droits de la personne de l'Alberta	https://albertahumanrights.ab.ca/
Commission des relations de travail de l'Alberta	http://www.alrb.gov.ab.ca/
Commission d'appel des terres publiques de l'Alberta	https://aep.sp.alberta.ca/lands/alberta-public-lands-appeal-board/Pages/default.aspx
Commission d'examen de l'application de la loi	https://www.alberta.ca/law-enforcement-review-board
Tribunal d'appel des établissements métis	https://msat.alberta.ca/
Commission d'appel de l'indemnisation des accidentés du travail de l'Alberta	https://www.appealscommission.ab.ca/
Commission des accidents du travail – Alberta	https://www.wcb.ab.ca/
Service de règlement des différends en matière de location à usage d'habitation	https://www.alberta.ca/residential-tenancy-dispute-resolution-service
Commission de recours en matière d'environnement	https://www.eab.gov.ab.ca/
Conseil d'administration municipale de l'Alberta	https://www.alberta.ca/municipal-affairs
Commission des valeurs mobilières de l'Alberta	https://www.asc.ca/
Jeux de l'Alberta, alcool et cannabis	https://aglc.ca/
Comité d'examen de la santé mentale	https://www.alberta.ca/mental-health-review-panel-roster
Commission d'appel en matière de santé publique	https://www.alberta.ca/public-health-appeal-board
Tribunal des droits fonciers et de propriété	https://www.alberta.ca/land-and-property-rights-tribunal
Commission d'appel des terres publiques	https://www.alberta.ca/public-lands-appeal-board
Commission d'appel du lotissement et de l'aménagement de Calgary	https://www-prd.calgary.ca/content/sdab/en/home/home.html
Comité de discipline de l'Ordre des médecins et chirurgiens	https://cpsa.ca/about-cpsa/committees/
Barreau de l'Alberta	https://www.lawsociety.ab.ca/
Commissariat à l'information et à la protection de la vie privée de l'Alberta	https://oipc.ab.ca/
Conseil immobilier de l'Alberta	https://www.reca.ca/
SafeRoads Alberta	https://www.alberta.ca/saferoads-alberta
Colombie-Britannique	
Tribunal des normes d'emploi de la Colombie-Britannique	https://www.bcest.bc.ca/
Tribunal des droits de la personne de la Colombie-Britannique	https://www.bchrt.bc.ca/
Commission des valeurs mobilières de la Colombie-Britannique	https://www.bcsc.bc.ca/
Tribunal d'appel des accidents du travail de la Colombie-Britannique	https://www.wcat.bc.ca/
Tribunal de résolution civile de la Colombie-Britannique	https://civilresolutionbc.ca/
Collège des chirurgiens dentistes de la Colombie-Britannique	https://oralhealthbc.ca/
Collège des pharmaciens de la Colombie-Britannique	https://www.bcpharmacists.org/
Collège des médecins et chirurgiens de la Colombie-Britannique	https://www.cpsbc.ca/
La Commission d'appel et de révision des professions de la santé	https://www.hparb.on.ca/scripts/english/about.asp
Commissariat à l'information et à la protection de la vie privée de la Colombie-Britannique	https://www.oipc.bc.ca/

Colombie-Britannique (suite)	
Commission des relations de travail de la Colombie-Britannique	https://www.lrb.bc.ca/
Barreau de la Colombie-Britannique	https://www.lawsociety.bc.ca/
Autorité des services financiers de la Colombie-Britannique	https://www.bcfsa.ca/
Direction de la location à usage d'habitation	https://www2.gov.bc.ca/gov/content/housing-tenancy/residential-tenancies
Commission des services publics de la Colombie-Britannique	https://www.bcuc.com/
Commission d'appel de l'environnement	https://www.bceab.ca/
Commission d'appel des forêts	https://www.bcfac.ca/
Commission d'appel de l'évaluation foncière	https://www.assessmentappeal.bc.ca/
Commission du transport de passagers	https://www.ptboard.bc.ca/
Commission d'examen de la santé mentale	https://www.bcmhrb.ca/
Commission d'examen de l'industrie agricole de la Colombie-Britannique	https://www2.gov.bc.ca/gov/content/governments/organizational-structure/ministries-organizations/boards-commissions-tribunals/bc-farm-industry-review-board
Direction de la réglementation des alcools et du cannabis	https://www2.gov.bc.ca/gov/content/employment-business/business/liquor-regulation-licensing
Commission d'examen des professions de la santé	https://www.bchprb.ca/
Tribunal des services financiers de la Colombie-Britannique	https://www.bcfst.ca/
Tribunal d'appel du pétrole et du gaz de la Colombie-Britannique	https://www.bcerat.ca/
Commission provinciale des terres agricoles	https://www.alc.gov.bc.ca/
Commission d'appel des normes de sécurité	https://www2.gov.bc.ca/gov/content/governments/organizational-structure/ministries-organizations/boards-commissions-tribunals/safety-standards-appeal-board
Commission d'examen de la Colombie-Britannique	https://www.bcrb.ca/
Commission d'appel du Code du bâtiment	https://www2.gov.bc.ca/gov/content/industry/construction-industry/building-codes-standards/building-code-appeal-board
Commission d'appel des soins communautaires et de l'aide à la vie autonome	https://www.bcccalab.ca/
Conseil de discipline et de déontologie	https://www2.gov.bc.ca/gov/content/governments/organizational-structure/ministries-organizations/boards-commissions-tribunals/commissioner-for-teacher-regulation/hearing-panel
Tribunal d'appel de l'emploi et de l'aide	https://eaat.ca/
Tribunal d'appel des ressources énergétiques	https://www.bcerat.ca/
Conseil des pratiques forestières	https://www.bcfpb.ca/
Comité spécial des praticiens de la santé pour les audiences de vérification	https://www2.gov.bc.ca/gov/content/health/practitioner-professional-resources/msp/health-care-practitioners-special-committee-audit-hearings
Commission d'appel des hôpitaux	https://www.bchab.ca/
Commission d'examen de l'évaluation foncière	https://www2.gov.bc.ca/gov/content/housing-tenancy/owning-a-home/property-assessment-review-panels2
Commission d'appel des métiers spécialisés de la Colombie-Britannique	https://www.stbcab.ca/
Commission des droits de surface	http://www.surfacerightsboard.bc.ca/

Manitoba	
Commission d'appel en matière de protection des animaux	https://www.gov.mb.ca/agriculture/animal-health-and-welfare/animal-welfare/animal-protection/appeals.html
Commission de l'assainissement de l'environnement	http://www.cecmanitoba.ca/
Commission des sports de combat du Manitoba	https://www.mbcombativesports.com/
Association des denturologistes du Manitoba	https://www.gov.mb.ca/asset_library/en/abc/alpha/denturists_association.pdf
Commission d'appel en matière d'aide en cas de catastrophe	https://www.gov.mb.ca/asset_library/en/abc/alpha/disaster_assistance_appeal_board.pdf
Commission d'évaluation de la valeur foncière	https://www.gov.mb.ca/central/lvac/index.html
Commission de réforme du droit du Manitoba	http://www.manitobalawreform.ca/
Barreau du Manitoba	https://lawsociety.mb.ca/
Commission d'appel en matière de santé du Manitoba	https://www.gov.mb.ca/health/appealboard/index.html
Commission des droits de la personne du Manitoba	https://www.manitobahumanrights.ca/
Commission du travail du Manitoba	https://www.gov.mb.ca/labour/labbrd/
La Commission municipale	https://www.gov.mb.ca/mr/municipal_board/
Régie des services publics du Manitoba	https://www.pubmanitoba.ca/v1/
Commission de la location à usage d'habitation	https://www.gov.mb.ca/cp/residtc/
Commission des valeurs mobilières du Manitoba	https://mbsecurities.ca/
Commission des droits de surface	https://www.gov.mb.ca/iem/board/srboard.html
Commission d'appel de l'impôt	https://www.gov.mb.ca/finance/taxation/tax_appeals_commision.html
Commission d'appel des services sociaux	https://www.gov.mb.ca/fs/ssab/
Commission d'appel des accidents du travail	https://www.appeal.mb.ca/
Commission d'appel en matière d'indemnisation des accidents de la route	https://www.gov.mb.ca/cp/auto/
Commission d'examen de la santé mentale	https://www.gov.mb.ca/mhchw/about/structure/mhrb.html
Nouveau-Brunswick	
Tribunal des services financiers et des services aux consommateurs	https://fcnb.ca/en/about-the-fcnb/financial-and-consumer-services-tribunal
Barreau du Nouveau-Brunswick	https://lawsociety-barreau.nb.ca/en
Commission d'appel en matière d'évaluation et d'urbanisme	https://www2.gnb.ca/content/gnb/en/departments/elg/local_government/content/assessment_planningappealboard.html
Commission du travail et de l'emploi du Nouveau-Brunswick	https://www3.gnb.ca/LEB-CTE/index-e.asp
Tribunal d'appel des accidents du travail du Nouveau-Brunswick	https://nbwcat-taatnb.ca/en
Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick	https://www2.gnb.ca/content/gnb/en/departments/nbhrc.html
Le Tribunal sur la location de locaux d'habitation	https://www.nbtenants.ca/en/residential-tenancies-tribunal-explained
Commission d'examen de la santé mentale	https://www2.gnb.ca/content/gnb/en/corporate/abc/current_opportunities/abc_renderer.2023.03.mhrb-north-south.html
Commission d'appel de la sécurité du revenu familial	https://www2.snb.ca/content/snb/en/services/services_renderer.200995.Family_Income_Security_Appeals_Board.html

Terre-Neuve-et-Labrador	
Collège des médecins et chirurgiens de Terre-Neuve-et-Labrador	https://cpsnl.ca/
Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	https://www.oipc.nl.ca/
Barreau de Terre-Neuve-et-Labrador	https://lsnl.ca/
Commission des droits de la personne - Terre-Neuve-et-Labrador	https://thinkhumanrights.ca/
Commission de la location à usage d'habitation	https://www.gov.nl.ca/dgsnl/landlord-tenant/
Division de l'examen de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail	https://www.gov.nl.ca/whscrd/
Conseil des commissaires des services publics	http://www.pub.nf.ca/
Comité d'examen de la Loi sur l'assurance-maladie et l'assurance-hospitalisation	https://www.exec-abc.gov.nl.ca/public/agency/detail/?id=646&
Commission d'appel du soutien du revenu et de l'emploi	https://www.gov.nl.ca/cssd/department/branches/incomesupport/appeal-board/
Commission d'appel des services financiers	https://www.exec-abc.gov.nl.ca/public/agency/detail/?id=748&
Commission de révision des soins et traitements de santé mentale	https://www.exec-abc.gov.nl.ca/public/agency/detail/?id=623&
Agence d'évaluation municipale	https://maa.ca/
Commission des relations de travail de Terre-Neuve-et-Labrador	https://www.gov.nl.ca/lrb/
Division des normes du travail (employés non syndiqués et milieux de travail)	https://www.gov.nl.ca/ecc/labour/nonunion/
Nouvelle-Écosse	
Tribunal d'appel des accidents du travail	https://wcat.novascotia.ca/workers-compensation-appeals-tribunal
Collège des médecins et chirurgiens de la Nouvelle-Écosse	https://cpsns.ns.ca/
Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de la Nouvelle-Écosse	https://oipc.novascotia.ca/
Société des avocats de la Nouvelle-Écosse	https://nsbs.org/
Commission des droits de la personne de la Nouvelle-Écosse	https://humanrights.novascotia.ca/
Commission du travail de la Nouvelle-Écosse	https://novascotia.ca/lae/labourboard/
Comité d'appel en matière de santé et de sécurité au travail de la Nouvelle-Écosse	https://novascotia.ca/lae/ohsapo/faq.asp
Commission d'examen de la police	https://novascotia.ca/OPCC/
Commission des valeurs mobilières de la Nouvelle-Écosse	https://nssc.novascotia.ca/
Équipe d'intervention en cas d'incident grave	https://sirt.novascotia.ca/
Commission des services publics et d'examen de la Nouvelle-Écosse	https://nsuarb.novascotia.ca/

Ontario	
Commission de révision de l'évaluation foncière	https://tribunalsontario.ca/arb/
Commission d'étude des soins aux animaux	https://tribunalsontario.ca/acrb/
Commission de révision des services à l'enfance et à la famille	https://tribunalsontario.ca/cfsrb/
Commission de révision des placements sous garde	https://tribunalsontario.ca/crb/
Commission de la sécurité incendie	https://tribunalsontario.ca/fsc/
Tribunal des droits de la personne de l'Ontario	https://tribunalsontario.ca/hrto/
Commission de la location immobilière	https://tribunalsontario.ca/lrb/
Tribunal d'appel en matière de permis	https://tribunalsontario.ca/lat/
Commission civile de l'Ontario sur la police	https://tribunalsontario.ca/ocpc/
Commission des mots de l'Ontario	https://tribunalsontario.ca/opb/
Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario	https://tribunalsontario.ca/oset/
Tribunal de l'aide sociale	https://tribunalsontario.ca/sbt/
Tribunal d'appel de l'agriculture, de l'alimentation et des affaires rurales	https://afraat.ca/
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	https://agco.ca/en
Ordre des podologues de l'Ontario	https://cocoo.on.ca/
Ordre des massothérapeutes de l'Ontario	https://www.cmtto.com/
Comité de discipline de l'Ordre des infirmières et infirmiers de l'Ontario	https://www.cno.org/en/what-is-cno/councils-and-committees/committee/discipline-committee/
Ordre des ergothérapeutes de l'Ontario	https://www.coto.org/
Ordre des optométristes de l'Ontario	https://collegeoptom.on.ca/
Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario	https://www.cpsso.on.ca/
Ordre des physiothérapeutes de l'Ontario	https://www.collegept.org/
Ordre des psychologues de l'Ontario	https://cpbao.ca/
Ordre des praticiens de la médecine traditionnelle chinoise et des acupuncteurs de l'Ontario	https://www.ctcmpao.on.ca/
Tribunal de l'autorité du secteur des condominiums	https://www.condoauthorityontario.ca/dispute-resolution/
Commission du consentement et de la capacité	https://www.ccboard.on.ca/scripts/english/index.asp
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	https://tribunalsontario.ca/2016/04/19/cicb-april-19-2016cicb-new-website-let-us-know-think/
Tribunal des services financiers	https://www.fstontario.ca/
Commission de règlement des griefs	https://www.psab.gov.on.ca/en/gsb/
La Commission d'appel et de révision des professions de la santé	https://www.hparb.on.ca/scripts/english/#gsc.tab=0
Commission d'appel et de révision des services de santé	https://www.hsarb.on.ca/scripts/english/
Comité d'appel des courses de chevaux	https://www.hrappelpanel.ca/en
Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario	https://www.ipc.on.ca/en

Ontario (suite)	
Barreau de l'Ontario	https://lso.ca/home
Commissaires à l'intégrité municipale de l'Ontario	https://www.ombudsman.on.ca/resources/brochures,-posters-and-resources/municipal-resources/municipal-integrity-commissioners-best-practice-guide
Commission de protection des pratiques agricoles normales	https://nfppb.ca/
Bureau de l'ombudsman de l'Ontario	https://www.ombudsman.on.ca/home
Ordre des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance de l'Ontario	https://www.college-ece.ca/
Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	https://www.oct.ca/
Office ontarien du secteur des condominiums	https://www.condoauthorityontario.ca/
Tribunal de drainage de l'Ontario	https://www.ontario.ca/page/drainage-act-appeals
Commission de l'énergie de l'Ontario	https://www.oeb.ca/
Commission des relations de travail de l'Ontario	https://www.olrb.gov.on.ca/
Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire	https://olt.gov.on.ca/
Tribunal de l'équité salariale	https://www.olrb.gov.on.ca/pec/PEHT/default.asp
Commission des griefs de la fonction publique	https://www.psab.gov.on.ca/en/psgb/
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	https://www.agco.ca/en
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	https://www.osc.ca/en
Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail	https://www.wsiat.on.ca/
Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail	https://www.wsib.ca/en
Île-du-Prince-Édouard	
Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	https://www.assembly.pe.ca/offices/information-and-privacy-commissioner
Commission des droits de la personne de l'Île-du-Prince-Édouard	https://www.peihumanrights.ca/
Commission des relations de travail de l'Île-du-Prince-Édouard	https://www.princeedwardisland.ca/en/topic/labour-relations-board
Commission de réglementation et d'appel de l'île	https://irac.pe.ca/
Tribunal d'appel des accidents du travail	https://www.princeedwardisland.ca/en/topic/workers-compensation-appeal-tribunal
Bureau du directeur des biens locatifs résidentiels	https://peirentaloffice.ca/rentals/

Québec	
Tribunal des droits de la personne	https://tribunaldesdroitsdelapersonne.ca/
Tribunal des professions	https://tribunaldesprofessions.ca/
Tribunal Administratif du Québec	https://www.taq.gouv.qc.ca/en/
Barreau du Québec	https://www.barreau.qc.ca/en/
Collège des médecins du Québec	https://www.cmq.org/fr
Comité de déontologie policière	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/
Chambre de l'assurance de dommages	https://chad.ca/
Chambre de la sécurité financière	https://chambresf.com/fr
Chambre des notaires du Québec	https://www.cnq.org/
Commission d'accès à l'information du Québec	https://www.cai.gouv.qc.ca/
Commission de la construction du Québec	https://www.ccq.org/
Commission de la fonction publique	https://cfp.gouv.qc.ca/fr/
Commission de protection du territoire agricole du Québec	https://www.cptaq.gouv.qc.ca/
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	https://www.cnesst.gouv.qc.ca/fr
Commission des transports du Québec	https://www.ctq.gouv.qc.ca/
Commission municipale du Québec	https://www.cmq.gouv.qc.ca/
Conseil de la justice administrative du Québec	https://www.cja.gouv.qc.ca/
Conseil de la magistrature du Québec	https://conseildelamagistrature.qc.ca/
Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec	https://www.cmmtq.org/
Guarantee Plan for New Residential Buildings	https://www.garantie.gouv.qc.ca/en/
Office québécois de la langue française	https://www.oqlf.gouv.qc.ca/
L'Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec	https://www.oaciq.com/fr
Québec Autorité des marchés financiers	https://lautorite.qc.ca/en/general-public/publications/amf-publications/quebec-financial-education-strategy
Régie de l'énergie	https://www.regie-energie.qc.ca/fr
Régie des alcools des courses et des jeux	https://www.racj.gouv.qc.ca/accueil.html
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/regie-marches-agricoles-alimentaires-quebec
Régie du bâtiment du Québec	https://www.rbq.gouv.qc.ca/
Retraite Québec	https://www.retraitequebec.gouv.qc.ca/fr/Pages/accueil.aspx
Tribunal administratif des marchés financiers	https://tmf.gouv.qc.ca/
Tribunal administratif du travail	https://www.tat.gouv.qc.ca/
Tribunal administratif du logement du Québec	https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/

Saskatchewan	
Conseil de l'agroalimentaire	https://www.aic.ca/
Commission d'appel des accidents de la route	https://www.saskatchewan.ca/government/government-structure/boards-commissions-and-agencies/automobile-injury-appeal-commission
Commission d'athlétisme de la Saskatchewan	https://www.saskatchewan.ca/government/government-structure/boards-commissions-and-agencies/athletics-commission-of-saskatchewan
Conseil des commissaires du revenu	https://www.saskatchewan.ca/business/taxes-licensing-and-reporting/file-an-appeal-regarding-provincial-taxes
Conseil de la sécurité des terres agricoles	https://www.saskatchewan.ca/government/government-structure/boards-commissions-and-agencies/farm-land-security-board-and-farm-ownership
Autorité des finances et de la consommation	https://www.fcaa.gov.sk.ca/
Commission d'examen du patrimoine	https://www.saskatchewan.ca/residents/parks-culture-heritage-and-sport/heritage-conservation-and-commemoration/heritage-properties/review-board
Conseil routier	https://www.saskatchewan.ca/government/government-structure/boards-commissions-and-agencies/highway-traffic-board
Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de la Saskatchewan	https://oipc.sk.ca/
Commission d'indemnisation des juges de paix	https://www.saskatchewan.ca/government/government-structure/boards-commissions-and-agencies/justices-of-the-peace-compensation-commission#:~:text=The%20Commission%20has%20been%20established,Ouellette%2C%20K.C.
Commission de réforme du droit de la Saskatchewan	https://lawreformcommission.sk.ca/
Barreau de la Saskatchewan	https://www.lawsociety.sk.ca/
Bureau du Tuteur et curateur public	https://www.saskatchewan.ca/government/government-structure/boards-commissions-and-agencies/office-of-the-public-guardian-and-trustee
Tribunal d'appel du personnel des praticiens	https://www.saskatchewan.ca/government/health-care-administration-and-provider-resources/health-governance-and-policy/practitioner-staff-appeals-tribunal
Commission de la capitale provinciale	https://www.saskatchewan.ca/government/government-structure/boards-commissions-and-agencies/provincial-capital-commission
Conseil provincial de médiation	https://www.saskatchewan.ca/government/government-structure/boards-commissions-and-agencies/provincial-mediation-board
Commission des droits publics et privés	https://www.saskatchewan.ca/government/government-structure/boards-commissions-and-agencies/public-and-private-rights-board
Commission de la fonction publique	https://www.saskatchewan.ca/government/government-structure/boards-commissions-and-agencies/public-service-commission
Commission de l'apprentissage et de la certification des métiers de la Saskatchewan	https://saskapprenticeship.ca/

Saskatchewan (suite)	
Agence de gestion de l'évaluation de la Saskatchewan	https://www.sama.sk.ca/
Collège des professionnels de la pharmacie de la Saskatchewan	https://saskpharm.ca/
Conseil d'assurance de la qualité de l'enseignement supérieur de la Saskatchewan	https://www.saskatchewan.ca/government/government-structure/boards-commissions-and-agencies/saskatchewan-higher-education-quality-assurance-board
Commission des droits de la personne de la Saskatchewan	https://saskatchewanhumanrights.ca/
Commission des relations de travail de la Saskatchewan	https://www.sasklabourrelationsboard.com/
Conseil des affaires municipales de la Saskatchewan (CHS)	https://www.saskatchewan.ca/government/government-structure/boards-commissions-and-agencies/saskatchewan-municipal-board
Bureau de la location à usage d'habitation	https://www.saskatchewan.ca/government/government-structure/boards-commissions-and-agencies/office-of-residential-tenancies
Saskatchewan Police Commission	https://www.saskatchewan.ca/government/government-structure/boards-commissions-and-agencies/saskatchewan-police-commission
Commission des plaintes du public	https://www.saskatchewan.ca/residents/justice-crime-and-the-law/your-rights-and-the-law/make-a-complaint-about-the-police-service
Commission immobilière de la Saskatchewan	https://www.srec.ca/home.asp
Commission d'examen de la Saskatchewan	https://www.saskatchewan.ca/government/government-structure/boards-commissions-and-agencies/saskatchewan-review-board
Conseil d'arbitrage des droits de surface	https://www.saskatchewan.ca/government/government-structure/boards-commissions-and-agencies/surface-rights-board-of-arbitration
Commission des accidents du travail de la Saskatchewan	https://www.wcbsask.com/
Territorial	
Territoires du Nord-Ouest	
Bureau d'appel des normes d'emploi	https://www.ece.gov.nt.ca/en/services/employment-standards/appels
Comité d'arbitrage en matière de droits de la personne	https://hrap-nt.ca/
Barreau des Territoires du Nord-Ouest	https://lawsociety.nt.ca/
Tribunal d'appel des accidents du travail	https://www.appealtribunal.ca/
Tribunal d'appel de l'évaluation foncière	https://boardappointments.exec.gov.nt.ca/en/boards/assessment-appeal-tribunal/
Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée des Territoires du Nord-Ouest	https://oipc-nt.ca/

Commission des permis d'alcool des Territoires du Nord-Ouest	https://www.fin.gov.nt.ca/en/services/licensing-and-permitting
Bureau du surintendant des valeurs mobilières	https://www.justice.gov.nt.ca/en/divisions/legal-registries-division/securities-office/
Commission d'appel du développement de Yellowknife	https://www.yellowknife.ca/en/city-government/development-appeal-board.aspx
Nunavut	
Tribunal des droits de la personne du Nunavut	https://nhrt.ca/
Commissariat à l'information et à la protection de la vie privée du Nunavut	https://atipp-nu.ca/
Office des valeurs mobilières du Nunavut	https://www.securities-administrators.ca/about/contact-us/nunavut/
Tribunal des droits de surface du Nunavut	https://nsrt-nunavut.com/en/about-us
Fausse commission de planification	https://www.nunavut.ca/
Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions	https://www.nirb.ca/
Commission des normes du travail	https://nu-nlsb.ca/
Conseil de gestion des ressources fauniques du Nunavut	https://www.nwmb.com/en/
Yukon	
Tribunal d'appel de l'éducation	https://yukon.ca/en/your-government/boards-and-committees/education-appeal-tribunal
Office des droits de surface du Yukon	https://www.yukonsurfacerights.com/en/
Tribunal d'appel des accidents du travail	https://yukon.ca/en/your-government/boards-and-committees/workers-compensation-appeal-tribunal
Comité d'arbitrage des droits de la personne du Yukon	https://yhrpa.ca/
Office d'évaluation environnementale et socioéconomique du Yukon	https://yesab.ca/
Commission d'examen (Yukon)	https://yukon.ca/en/your-government/boards-and-committees/review-board-yukon
Commission des normes d'emploi	https://yukon.ca/en/your-government/boards-and-committees/employment-standards-board
Commission des affaires municipales (Yukon)	https://yukon.ca/en/your-government/boards-and-committees/municipal-board-yukon
Régie des services publics du Yukon	https://yukonutilitiesboard.yk.ca/
Comité de révision de l'aide sociale	https://yukon.ca/en/your-government/boards-and-committees/social-assistance-review-committee
Commission d'appel en matière d'évaluation foncière	https://yukon.ca/en/your-government/boards-and-committees/assessment-appeal-board